

§ 2 - Artikel 51.4 Absatz 4 desselben Erlasses, so wie er durch den Königlichen Erlass vom 17. Mai 2007 abgeändert worden ist, wird wie folgt ersetzt:

“Die *In-vitro*- oder *In-vivo*-Verwendung von radioaktiven Produkten in der Humanmedizin, in der Veterinärmedizin oder im Rahmen der medizinischen oder biomedizinischen Forschungsprogramme ist ausschließlich erlaubt, wenn die Bedingungen des Königlichen Erlasses vom 12. Juli 2015 über radioaktive Produkte für die *In-vitro*- oder *In-vivo*-Verwendung in der Humanmedizin, in der Veterinärmedizin, in einer klinischen Prüfung oder in einer klinischen Untersuchung erfüllt sind.”

(...)

Abschnitt 4 — Schlussbestimmungen

Art. 83 - Vorliegender Erlass tritt am ersten Tag des Monats nach dem Monat seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

(...)

Gegeben zu Brüssel, den 12. Juli 2015

PHILIPPE

Von Königs wegen:

Der Minister des Innern

J. JAMBON

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C - 2015/22578]

18 DECEMBRE 2015. — Loi visant à garantir la pérennité et le caractère social des pensions complémentaires et visant à renforcer le caractère complémentaire par rapport aux pensions de retraite (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

TITRE 2. — *Mesures visant à garantir la pérennité et le caractère social des pensions complémentaires*

CHAPITRE 1^{er}. — *Révision de la garantie de rendement*

Section 1^{re}. — Modifications de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale

Art. 2. Dans l'article 24 de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, modifié en dernier lieu par la loi du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° au paragraphe 1^{er} et du paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots “par le Roi” sont remplacés par les mots “conformément au § 3”;

2° dans la version néerlandaise du paragraphe 1^{er} et du paragraphe 2, alinéa 1^{er} les mots “een door de Koning bepaalde rentevoet” sont remplacés par les mots “de rentevoet vastgesteld overeenkomstig § 3”;

3° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots “article 1^{er}” sont remplacés par les mots “alinéa 1^{er}”;

4° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit:

“§ 3. Jusqu'au 31 décembre 2015, le taux visé au § 1^{er}, est égal à 3,75 % et le taux visé au § 2, alinéa 1^{er}, est égal à 3,25 %.

A compter du 1^{er} janvier 2016, le taux visé au § 1^{er} et au § 2, alinéa 1^{er} est égal à un pourcentage de la moyenne au 1^{er} juin sur les 24 derniers mois des rendements des obligations linéaires de l'État belge à 10 ans arrondi aux 25 p**db** (point de base) les plus proches. Ce taux est appliqué au 1^{er} janvier de l'année suivante. Pour la détermination du taux applicable au 1^{er} janvier 2016, la moyenne au 1^{er} juin 2015 est prise en compte.

Le pourcentage visé à l'alinéa 2 est égal à 65 % pour les années 2016 et 2017.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C - 2015/22578]

18 DECEMBER 2015. — Wet tot waarborging van de duurzaamheid en het sociale karakter van de aanvullende pensioenen en tot versterking van het aanvullende karakter ten opzichte van de rustpensioenen (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

TITEL 2. — *Maatregelen tot waarborging van de duurzaamheid en het sociale karakter van de aanvullende pensioenen*

HOOFDSTUK 1. — *Herziening van de rendementsgarantie*

Afdeling 1. — Wijzigingen van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid

Art. 2. In artikel 24 van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de Franstalige versie van paragraaf 1 en paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden “par le Roi” vervangen door de woorden “conformément au § 3”;

2° in paragraaf 1 en paragraaf 2, eerste lid worden de woorden “een door de Koning bepaalde rentevoet” vervangen door de woorden “de rentevoet vastgesteld overeenkomstig § 3”;

3° in de Franstalige versie van paragraaf 2, tweede lid worden de woorden “article 1^{er}” vervangen door de woorden “alinéa 1^{er}”;

4° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

“§ 3. Tot 31 december 2015 is de rentevoet bedoeld in § 1, gelijk aan 3,75 % en de rentevoet bedoeld in § 2, eerste lid, gelijk aan 3,25 %.

Met ingang van 1 januari 2016, is de rentevoet bedoeld in § 1 en § 2, eerste lid gelijk aan een percentage van het gemiddelde rendement op 1 juni over de voorbije 24 maanden van de Belgische Lineaire Obligaties met een duurtijd van 10 jaar afgerond tot op de meest nabije 25 bp (basispunt). Deze rentevoet wordt toegepast op 1 januari van het daaropvolgende jaar. Voor de bepaling van de rentevoet die op 1 januari 2016 van toepassing wordt, wordt het gemiddelde op 1 juni 2015 in aanmerking genomen.

Het in het tweede lid bedoelde percentage is gelijk aan 65 % voor de jaren 2016 en 2017.

Moyennant un avis positif de la Banque nationale de Belgique avant le 1^{er} novembre 2017, le pourcentage visé à l'alinéa 2 est porté, à partir du 1^{er} janvier 2018, à 75 %.

Moyennant un avis positif de la Banque nationale de Belgique avant le 1^{er} novembre 2018, le pourcentage visé à l'alinéa 2 est porté, à partir du 1^{er} janvier 2019, à 75 % à défaut d'un précédent avis positif sur un relèvement à ce pourcentage.

Moyennant un avis positif de la Banque nationale de Belgique avant le 1^{er} novembre 2019, le pourcentage visé à l'alinéa 2 est porté, à partir du 1^{er} janvier 2020, à 85 % ou, à défaut d'un avis positif sur le relèvement à ce pourcentage, à 75 % si la Banque nationale de Belgique n'a pas précédemment rendu un avis positif sur un relèvement à ce pourcentage.

La Banque nationale de Belgique remet un avis avant le 1^{er} novembre de chaque année suivante tant qu'elle n'a pas rendu un avis positif sur l'application des pourcentages visés à l'alinéa précédent.

Les avis de la Banque nationale de Belgique visés aux alinéas précédents sont positifs lorsque la formule prévue à l'alinéa 2 avec application du relèvement du pourcentage envisagé donne un résultat qui est inférieur ou égal au taux d'intérêt maximum en assurance vie de la réglementation prudentielle applicable aux entreprises d'assurances.

La Banque nationale de Belgique publie les avis visés aux alinéas précédents sur son site web.

Par dérogation à l'alinéa 2, si le résultat du calcul visé à l'alinéa 2 non arrondi aux 25 pdb (point de base) les plus proches diffère de moins de 25 pdb (point de base) par rapport au résultat de ce même calcul l'année précédente le taux n'est pas modifié et c'est le taux de l'année précédente qui reste en vigueur.

Si le taux déterminé conformément aux alinéas 2 à 8 est inférieur à 1,75 %, il est porté à 1,75 %. Si ce taux est supérieur à 3,75 %, il est limité à 3,75 %.

La FSMA publie avant le 1^{er} décembre de chaque année sur son site web le taux déterminé conformément au présent paragraphe qui sera d'application le 1^{er} janvier de l'année suivante. Pour le taux applicable à partir du 1^{er} janvier 2016, la FSMA procède à la publication au plus tard le 31 décembre 2015.;

5° l'article est complété par les paragraphes 4, 5 et 6 rédigés comme suit:

“§ 4. pour l'application du présent paragraphe, il y a lieu d'entendre par:

— méthode horizontale: la méthode dans le cadre de laquelle, en cas de modification du taux conformément au § 3, l'ancien taux s'applique jusqu'au premier des événements visés au § 1^{er} et § 2, alinéa 1^{er} sur les contributions dues sur la base du règlement de pension ou de la convention de pension avant la modification et le nouveau taux s'applique jusqu'au premier des événements visés au § 1^{er} et § 2, alinéa 1^{er} sur les contributions dues sur la base du règlement de pension ou de la convention de pension à partir de la modification;

— méthode verticale: la méthode dans le cadre de laquelle, en cas de modification du taux conformément au § 3, l'ancien taux s'applique jusqu'au moment de sa modification aux contributions dues sur la base du règlement de pension ou de la convention de pension avant la modification et le nouveau taux s'applique sur les contributions dues sur la base du règlement de pension ou de la convention de pension à partir de la modification et sur le montant résultant de la capitalisation à l'ancien taux des contributions dues sur la base du règlement de pension ou de la convention de pension jusqu'à la modification.

Pour les engagements de pension qui sont instaurés à partir du 1^{er} janvier 2016, le règlement de pension ou la convention de pension précise si c'est la méthode verticale ou la méthode horizontale qui est appliquée pour la capitalisation des contributions lors de la modification du taux conformément au § 3.

En l'absence de mention explicite dans le règlement de pension ou la convention de pension et pour tous les engagements de pension instaurés avant le 1^{er} janvier 2016:

— la méthode horizontale est appliquée si l'engagement de pension est exécuté en totalité par un ou plusieurs organismes de pension qui garantissent jusqu'à l'âge de retraite sur l'ensemble de l'engagement de pension un résultat déterminé en fonction des contributions versées;

— la méthode verticale est appliquée dans tous les autres cas.

Op voorwaarde van een positief advies van de Nationale Bank van België voor 1 november 2017, wordt het in het tweede lid bedoelde percentage, vanaf 1 januari 2018, op 75 % gebracht.

Op voorwaarde van een positief advies van de Nationale Bank van België voor 1 november 2018, wordt het in het tweede lid bedoelde percentage, vanaf 1 januari 2019, op 75 % gebracht bij ontstentenis van een eerder gegeven positief advies over het optrekken tot dit percentage.

Op voorwaarde van een positief advies van de Nationale Bank van België voor 1 november 2019, wordt het in het tweede lid bedoelde percentage, vanaf 1 januari 2020, op 85 % of, bij gebreke aan een positief advies over het optrekken tot dit percentage, op 75 % gebracht als de Nationale Bank van België voordien geen positief advies heeft gegeven over het optrekken tot dit percentage.

De Nationale Bank van België brengt een advies uit voor 1 november van elk daaropvolgend jaar zolang zij de voorgaande jaren nog geen positief advies over de toepassing van de in het voorgaande lid bedoelde percentages heeft uitgebracht.

De in de voorgaande leden bedoelde adviezen van de Nationale Bank van België zijn positief indien de in het tweede lid voorziene formule met toepassing van het optrekken van het geplande percentage tot een resultaat leidt dat lager is dan of gelijk is aan de maximale interestvoet voor levensverzekeringen van de prudentiële reglementering van toepassing op verzekeringsmaatschappijen.

De Nationale Bank van België publiceert de in de voorgaande leden bedoelde adviezen op haar website.

Indien het resultaat van de berekening bedoeld in het tweede lid, niet afgerond tot op de meest nabije 25 bp (basispunt), minder dan 25 bp (basispunt) afwijkt van het resultaat van dezelfde berekening in het vorige jaar, dan wordt de rentevoet in afwijking van het tweede lid, niet gewijzigd en blijft de rentevoet van het vorige jaar van kracht.

Indien de rentevoet bepaald overeenkomstig het tweede tot achtste lid, minder dan 1,75 % bedraagt, dan wordt hij verhoogd tot 1,75 %. Indien deze rentevoet meer dan 3,75 % bedraagt, dan wordt hij beperkt tot 3,75 %.

De FSMA publiceert voor 1 december van elk jaar op haar website de overeenkomstig deze paragraaf vastgestelde rentevoet die van toepassing zal zijn op 1 januari van het daaropvolgende jaar. Voor de rentevoet van toepassing vanaf 1 januari 2016, zal de FSMA overgaan tot de publicatie ten laatste op 31 december 2015.;

5° het artikel wordt aangevuld met de paragrafen 4, 5 en 6 luidende:

“§ 4. voor de toepassing van deze paragraaf wordt verstaan onder:

— horizontale methode: de methode waarbij in geval van een wijziging van de rentevoet overeenkomstig § 3, de oude rentevoet wordt toegepast tot aan de eerste van de gebeurtenissen bedoeld in § 1 en § 2, eerste lid op de bijdragen verschuldigd op basis van het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst voor de wijziging en de nieuwe rentevoet wordt toegepast tot aan de eerste van de gebeurtenissen bedoeld in § 1 en § 2, eerste lid op de bijdragen verschuldigd op basis van het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst vanaf de wijziging;

— verticale methode: de methode waarbij in geval van een wijziging van de rentevoet overeenkomstig § 3 de oude rentevoet wordt toegepast tot op het moment van zijn wijziging op de bijdragen verschuldigd op basis van het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst voor de wijziging en de nieuwe rentevoet wordt toegepast op de bijdragen verschuldigd op basis van het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst vanaf de wijziging en op het bedrag resulterend uit de kapitalisatie tegen de oude rentevoet van de bijdragen verschuldigd op basis van het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst tot aan de wijziging.

Voor de pensioentoezeggingen die worden ingevoerd vanaf 1 januari 2016, bepaalt het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst of voor de kapitalisatie van de bijdragen bij wijziging van de rentevoet overeenkomstig § 3, de verticale dan wel de horizontale methode wordt toegepast.

Bij gebreke aan een uitdrukkelijke vermelding in het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst en voor alle pensioentoezeggingen die werden ingevoerd vóór 1 januari 2016, wordt:

— de horizontale methode toegepast indien de pensioentoezegging in haar geheel wordt uitgevoerd door één of meerdere pensioeninstellingen die over de volledige pensioentoezegging een welbepaald resultaat garanderen in functie van de gestorte bijdragen tot aan de pensioenleeftijd;

— de verticale methode toegepast in alle andere gevallen.

L'application de la méthode verticale ou horizontale peut uniquement être modifiée en cas de modification apportée à l'exécution de l'engagement de pension ayant pour effet que l'organisme de pension désormais garanti ou ne garantit plus jusqu'à l'âge de retraite sur l'ensemble de l'engagement de pension un résultat déterminé en fonction des contributions versées.

Si la méthode est modifiée lors de la modification apportée à l'exécution de l'engagement de pension visée à l'alinéa précédent qui ne s'accompagne pas d'un transfert de réserves, la méthode modifiée vaut uniquement pour les nouvelles contributions dues sur la base du règlement de pension ou de la convention de pension. Dans le cas d'un transfert de réserves, la méthode modifiée s'applique aux contributions dues sur la base du règlement de pension ou de la convention de pension après le transfert et aux contributions dues avant le transfert capitalisées sur la base de l'ancienne méthode jusqu'à la date du transfert.

§ 5. Pour l'application du présent article aux engagements de pension visés à l'article 21, le terme "contributions" vise les "montants attribués".

§ 6. L'organisme de pension fournit à l'affilié, sur simple demande, un calcul détaillé de la capitalisation des contributions calculée sur la base du présent article."

Art. 3. L'article 42, § 1^{er}, alinéa 2 de la même loi est complété par les 6°, 7° et 8° rédigés comme suit:

"6° lorsque l'organisme de pension garanti sur les contributions versées un résultat déterminé, les bases techniques de la tarification ainsi que dans quelle mesure et pour quelle durée les bases techniques de la tarification sont garanties;

7° la méthode applicable conformément à l'article 24 § 4;

8° le niveau actuel de financement de la garantie visée à l'article 24."

CHAPITRE 2. — *Instauration de la possibilité d'une couverture décès en cas de sortie sans autre modification de l'engagement de pension*

Section 1^{re}. — Modifications de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale

Art. 4. Dans l'article 31, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, les modifications suivantes sont apportées:

1° le 3° est complété par les mots suivants:

"en cas de maintien d'une couverture décès, le montant et le type de celle-ci."

2° l'alinéa 2 est complété par le 4° rédigé comme suit:

"4° si elles sont calculables, le montant des prestations acquises si l'affilié opte pour la possibilité de choix visée à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, c)."

Art. 5. Dans l'article 32 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 27 octobre 2006, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3° est complété par le c) rédigé comme suit:

"c) sans autre modification de l'engagement de pension qu'une couverture décès correspondant au montant des réserves acquises; dans ce cas, les prestations acquises sont recalculées en fonction des réserves acquises pour tenir compte de cette couverture décès."

2° dans le paragraphe 3, 3^{ème} alinéa, les mots "dans les 11 mois qui suivent opter pour la possibilité visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, c) ou" sont insérés entre les mots "l'affilié peut" et les mots "en tout temps".

Art. 6. Dans l'article 33/1 de la même loi, inséré par la loi du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 1^{er}, alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

"Par dérogation à l'alinéa précédent, dans les cas de sortie visés à l'article 3, § 1^{er}, 11°, a), 2°, et b), 2°, le travailleur peut opter pour la possibilité visée à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, c)."

2° le paragraphe 1^{er}, alinéa 3 est abrogé.

3° le paragraphe 2, alinéa 3, est remplacé par ce qui suit:

"L'organisme de pension dispose ensuite d'un délai de trente jours pour informer l'affilié par écrit de la sortie, du maintien ou non de la couverture décès et de son droit, conformément au paragraphe 1^{er},

De toepassing van de verticale of horizontale methode kan uitsluitend gewijzigd worden in geval van een wijziging aangebracht aan de uitvoering van de pensioentoezegging met als gevolg dat de pensioeninstelling voortaan tot aan de pensioenleeftijd over de volledige pensioentoezegging een welbepaald resultaat in functie van de gestorte bijdragen garandeert of ophoudt dit te garanderen.

Indien de methode gewijzigd wordt bij de wijziging, zoals bedoeld in het voorgaande lid, aangebracht aan de uitvoering van de pensioentoezegging die niet gepaard gaat met een overdracht van reserves, geldt de gewijzigde methode enkel voor de nieuwe bijdragen verschuldigd op basis van het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst. In het geval van een overdracht van reserves, geldt de gewijzigde methode voor de bijdragen verschuldigd op basis van het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst na de overdracht en op de bijdragen verschuldigd voor de overdracht, gekapitaliseerd op basis van de oude methode tot aan de datum van de overdracht.

§ 5. Voor de toepassing van dit artikel op de pensioentoezeggingen bedoeld in artikel 21, wordt met "bijdragen" "toegewezen bedragen" bedoeld.

§ 6. De pensioeninstelling bezorgt op eenvoudig verzoek aan de aangeslotene een gedetailleerde berekening van de kapitalisatie van de bijdragen berekend op grond van dit artikel."

Art. 3. Artikel 42, § 1, tweede lid, van dezelfde wet wordt aangevuld met de bepalingen onder 6°, 7° en 8°, luidende:

"6° de technische grondslagen voor de tarifiering alsook in welke mate en voor welke duur de technische grondslagen van de tarifiering worden gewaarborgd wanneer de pensioeninstelling een welbepaald resultaat garandeert op de gestorte bijdragen;

7° de toepasselijke methode overeenkomstig artikel 24, § 4;

8° het huidige niveau van financiering van de garantie bedoeld in artikel 24."

HOOFDSTUK 2. — *Invoering van de mogelijkheid tot een overlijdensdekking in geval van uittreding zonder een andere wijziging van de pensioentoezegging*

Afdeling 1. — Wijzigingen van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid

Art. 4. In artikel 31, § 1, tweede lid, van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het 3° wordt aangevuld met de volgende woorden:

"in geval van behoud van een overlijdensdekking, het bedrag en het type ervan."

2° het lid wordt aangevuld met de bepaling onder 4° luidende:

"4° indien zij berekend kunnen worden, het bedrag van de verworven prestaties indien de aangeslotene opteert voor de keuzemogelijkheid bedoeld in artikel 32, § 1, eerste lid, 3°, c)."

Art. 5. In artikel 32 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 27 oktober 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1, eerste lid, 3° wordt aangevuld met c) luidende:

"c) zonder een andere wijziging van de pensioentoezegging dan een overlijdensdekking die overeenstemt met het bedrag van de verworven reserves; in dit geval worden de verworven prestaties herberekend in functie van de verworven reserves om rekening te houden met deze overlijdensdekking."

2° in paragraaf 3, derde lid, worden de woorden "in de 11 maanden die volgen opteren voor de mogelijkheid bedoeld in § 1, eerste lid, 3°, c) of" ingevoegd tussen de woorden "kan de aangeslotene" en de woorden "te allen tijde".

Art. 6. In artikel 33/1 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1, tweede lid, wordt als volgt vervangen:

"In afwijking van het vorige lid, in de gevallen van uittreding zoals bedoeld in artikel 3, § 1, 11°, a), 2°, en b), 2°, kan de werknemer opteren voor de mogelijkheid bedoeld in artikel 32, § 1, eerste lid, 3°, c)."

2° paragraaf 1, derde lid wordt opgeheven.

3° paragraaf 2, derde lid, wordt vervangen als volgt:

"De pensioeninstelling beschikt vervolgens over een termijn van dertig dagen om de aangeslotene schriftelijk te informeren over de uittreding, het al dan niet behouden van de overlijdensdekking en van

alinéa 2, d'opter pour la possibilité visée à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, c)."

4^o le paragraphe 2, alinéa 4 est remplacé par ce qui suit:

"Lorsque l'affilié a laissé expirer un délai de trente jours après l'envoi de l'information par l'organisme de pension visée à l'alinéa 3, il est présumé ne pas avoir opté pour la possibilité visée à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, c). L'affilié conserve toutefois le droit d'opter pour la possibilité visée à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, c) pendant un délai supplémentaire de 11 mois."

5^o le paragraphe 3, alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

"L'organisme de pension dispose ensuite d'un délai de trente jours pour informer l'affilié par écrit de la sortie, du maintien ou non de la couverture décès et de son droit, conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, d'opter pour la possibilité visée à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, c)."

6^o le paragraphe 3, alinéa 3 est remplacé par ce qui suit:

"Lorsque l'affilié a laissé expirer un délai de trente jours après l'envoi de l'information par l'organisme de pension visée à l'alinéa 2, il est présumé ne pas avoir opté pour la possibilité visée à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, c). L'affilié conserve toutefois le droit d'opter pour la possibilité visée à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, c) pendant un délai supplémentaire de 11 mois."

TITRE 3. — Mesures visant à renforcer le caractère complémentaire des pensions complémentaires par rapport aux pensions de retraite

CHAPITRE 1^{er}. — Mise à la retraite

Section 1^{re}. — Notion de mise à la retraite

Sous-section 1^{re}. — Modifications de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002

Art. 7. Dans l'article 42 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, modifié en dernier lieu par la loi du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1^o le 14^o, abrogé par la loi du 19 avril 2014, est rétabli dans la rédaction suivante:

"14^o mise à la retraite: la prise de cours effective de la pension de retraite relative à l'activité professionnelle qui a donné lieu à la constitution des prestations."

2^o l'article est complété par le 16^o rédigé comme suit:

"16^o âge légal de la pension: l'âge de la pension en vertu de l'article 3 de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1^{er}, 4^o de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne."

Art. 8. À l'article 47 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1^o l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

"A la mise à la retraite ou à la date où les prestations sont dues conformément à l'article 49, § 1^{er}, alinéa 5 ou à l'article 65/1, les prestations sont, au besoin, complétées à concurrence de la partie des contributions versées, qui n'a pas été consommée pour la couverture du risque décès avant la date où les prestations sont dues et, le cas échéant, pour le financement des prestations de solidarité."

2^o l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit:

"La disposition de l'alinéa 2 n'est pas d'application aux prestations dues dans les cinq ans suivant la conclusion de la convention de pension."

Art. 9. A l'article 48 de la même loi, le paragraphe 3 remplacé par la loi du 15 mai 2014 est remplacé par ce qui suit:

"§ 3. Lors de la mise à la retraite ou lorsque d'autres prestations sont dues, l'organisme de pension informe le bénéficiaire ou ses ayants droit sur les prestations qui sont dues, sur les possibles options de paiement, en ce compris sur le droit de transformer en rente prévu à l'article 50, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et sur les données nécessaires au paiement."

zijn recht, overeenkomstig paragraaf 1, tweede lid, om te opteren voor de mogelijkheid bedoeld in artikel 32, § 1, eerste lid, 3^o, c)."

4^o paragraaf 2, vierde lid wordt vervangen als volgt:

"Wanneer de aangeslotene een termijn van dertig dagen heeft laten verstrijken na het versturen van de informatie door de pensioeninstelling zoals bedoeld in het derde lid, wordt hij verondersteld niet geopteerd te hebben voor de mogelijkheid bedoeld in artikel 32, § 1, eerste lid, 3^o, c). De aangeslotene behoudt evenwel het recht om te opteren voor de mogelijkheid bedoeld in artikel 32, § 1, eerste lid, 3^o, c) gedurende een bijkomende termijn van 11 maanden."

5^o paragraaf 3, tweede lid wordt vervangen als volgt:

"De pensioeninstelling beschikt vervolgens over een termijn van dertig dagen om de aangeslotene schriftelijk te informeren over de uittreding, het al dan niet behouden van de overlijdensdekking en van zijn recht, overeenkomstig paragraaf 1, tweede lid, om te opteren voor de mogelijkheid bedoeld in artikel 32, § 1, eerste lid, 3^o, c)."

6^o paragraaf 3, derde lid wordt vervangen als volgt:

"Wanneer de aangeslotene een termijn van dertig dagen heeft laten verstrijken na het versturen van de informatie door de pensioeninstelling zoals bedoeld in het tweede lid, wordt hij verondersteld niet geopteerd te hebben voor de mogelijkheid bedoeld in artikel 32, § 1, eerste lid, 3^o, c). De aangeslotene behoudt evenwel het recht om te opteren voor de mogelijkheid bedoeld in artikel 32, § 1, eerste lid, 3^o, c) gedurende een bijkomende termijn van 11 maanden."

TITEL 3. — Maatregelen ter versterking van het aanvullende karakter van de aanvullende pensioenen ten opzichte van de rustpensioenen

HOOFDSTUK 1. — Pensionering

Afdeling 1. — Het begrip pensionering

Onderafdeling 1. — Wijzigingen van de programmawet (I) van 24 december 2002

Art. 7. In artikel 42 van de programmawet (I) van 24 december 2002, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o de bepaling opgenomen onder 14^o, opgeheven bij de wet van 19 april 2014, wordt hersteld als volgt:

"14^o pensionering: de effectieve ingang van het rustpensioen met betrekking tot de beroepsactiviteit die aanleiding gaf tot de opbouw van de prestaties."

2^o het artikel wordt aangevuld met de bepaling onder 16^o, luidende:

"16^o wettelijke pensioenleeftijd: de pensioenleeftijd volgens artikel 3 van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie."

Art. 8. In artikel 47 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o het tweede lid wordt vervangen als volgt:

"Bij pensionering of wanneer de prestaties verschuldigd zijn overeenkomstig artikel 49, § 1, vijfde lid of artikel 65/1, worden de prestaties voor zover nodig, aangevuld tot het gedeelte van de gestorte bijdragen dat niet werd gebruikt voor de dekking van het overlijdensrisico vóór de datum waarop de prestaties verschuldigd zijn en, in voorkomend geval, voor de financiering van de solidariteitsprestaties."

2^o het derde lid wordt vervangen als volgt:

"De bepaling van het tweede lid is niet van toepassing op de prestaties verschuldigd binnen de vijf jaar volgend op het sluiten van de pensioenovereenkomst."

Art. 9. In artikel 48 van dezelfde wet wordt paragraaf 3, vervangen door de wet van 15 mei 2014, vervangen als volgt:

"§ 3. Bij pensionering of wanneer er andere prestaties verschuldigd zijn, licht de pensioeninstelling de begunstigde of zijn rechthebbenden in over de prestaties die verschuldigd zijn en over de mogelijke uitbetalingswijzen, met inbegrip van het recht op omzetting in een rente voorzien in artikel 50, § 1, eerste lid en over de noodzakelijke gegevens voor de uitbetaling."

Sous-section 2. — Modifications de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale

Art. 10. Dans l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, modifié en dernier lieu par la loi du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° le 22°, abrogé par la loi du 19 avril 2014, est rétabli dans la rédaction suivante:

"22° mise à la retraite: la prise de cours effective de la pension de retraite relative à l'activité professionnelle qui a donné lieu à la constitution des prestations."

2° l'article est complété par le 27° rédigé comme suit:

"27° âge légal de la pension: l'âge de la pension en vertu de l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions."

Art. 11. Dans la version française de l'article 6, § 1^{er}, alinéa 2 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 15 mai 2014, le mot "retraite" est remplacé par les mots "mise à la retraite".

Art. 12. A l'article 24 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 18 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots "de sa retraite" sont remplacés par les mots "de sa mise à la retraite, ou lorsque des prestations sont dues conformément à l'article 27, § 1^{er}, alinéa 6 ou aux articles 63/2 et 63/3," et les mots "l'âge de retraite" sont remplacés par les mots "la date où les prestations sont dues";

2° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots "de sa retraite" sont remplacés par les mots "de sa mise à la retraite, ou lorsque des prestations sont dues conformément à l'article 27, § 1^{er}, alinéa 6 ou aux articles 63/2 et 63/3," et les mots "l'âge de retraite" sont remplacés par les mots "la date où les prestations sont dues";

3° dans le paragraphe 2, alinéa 2, le mot "retraite" est remplacé par les mots "mise à la retraite, ou lorsque des prestations sont dues conformément à l'article 27, § 1^{er}, alinéa 6 ou aux articles 63/2 et 63/3".

Art. 13. Dans l'article 26 de la même loi, le paragraphe 3 remplacé par la loi du 15 mai 2014 est remplacé par ce qui suit:

"§ 3. Lors de la mise à la retraite ou lorsque d'autres prestations sont dues, l'organisme de pension ou l'organisateur lui-même, si ce dernier le demande, informe le bénéficiaire ou ses ayants droit sur les prestations qui sont dues, sur les options de paiement possibles, en ce compris sur le droit de transformer en rente prévu à l'article 28, § 1^{er} et sur les données nécessaires au paiement."

Art. 14. Dans l'article 27, § 3, de la même loi, inséré par la loi du 22 décembre 2003, le mot "retraite" est remplacé par les mots "mise à la retraite".

Sous-section 3. — Modifications du titre 4 de la loi du 15 mai 2014 portant des dispositions diverses

Art. 15. L'article 35 de la loi du 15 mai 2014 portant des dispositions diverses est complété par les 18° et 19° rédigés comme suit:

"18° mise à la retraite: la prise de cours effective de la pension de retraite relative à l'activité professionnelle qui a donné lieu à la constitution des prestations.

19° âge légal de la pension: l'âge de la pension en vertu de l'article 3 de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1^{er}, 4° de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne."

Art. 16. A l'article 39 de la même loi, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit:

"§ 2. Lors de la mise à la retraite ou lorsque d'autres prestations sont dues, l'organisme de pension ou l'organisateur lui-même, si ce dernier le demande, informe le bénéficiaire ou ses ayants droit sur les prestations qui sont dues, sur les options de paiement possibles et sur les données nécessaires au paiement."

Onderafdeling 2. — Wijzigingen van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid

Art. 10. In artikel 3, § 1, van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, laatstelijk gewijzigd door de wet van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bepaling opgenomen onder 22°, opgeheven bij de wet van 19 april 2014, wordt hersteld als volgt:

"22° pensionering: de effectieve ingang van het rustpensioen met betrekking tot de beroepsactiviteit die aanleiding gaf tot de opbouw van de prestaties."

2° het artikel wordt aangevuld met de bepaling onder 27°, luidende:

"27° wettelijke pensioenleeftijd: de pensioenleeftijd volgens artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenen."

Art. 11. In de Franstalige versie van artikel 6, § 1, tweede lid, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 15 mei 2014, wordt het woord "retraite" vervangen door de woorden "mise à la retraite".

Art. 12. In artikel 24 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 18 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt het woord "pensionering" vervangen door de woorden "pensionering, of wanneer prestaties verschuldigd zijn overeenkomstig artikel 27, § 1, zesde lid of artikelen 63/2 en 63/3," en de woorden "de pensioenleeftijd" vervangen door "de datum waarop de prestaties verschuldigd zijn";

2° in paragraaf 2, eerste lid, wordt het woord "pensionering" vervangen door de woorden "pensionering of wanneer prestaties verschuldigd zijn overeenkomstig artikel 27, § 1, zesde lid of artikelen 63/2 en 63/3" en de woorden "de pensioenleeftijd" vervangen door "de datum waarop de prestaties verschuldigd zijn";

3° in paragraaf 2, tweede lid, wordt het woord "pensionering" vervangen door de woorden "pensionering of wanneer prestaties verschuldigd zijn overeenkomstig artikel 27, § 1, zesde lid of artikelen 63/2 en 63/3".

Art. 13. In artikel 26 van dezelfde wet, wordt paragraaf 3, vervangen door de wet van 15 mei 2014, vervangen als volgt:

"§ 3. Bij de pensionering of wanneer er andere prestaties verschuldigd zijn, licht de pensioeninstelling of de inrichter zelf, indien deze laatste daar om vraagt, de begunstigde of zijn rechthebbenden in over de prestaties die verschuldigd zijn, over de mogelijke uitbetalingswijzen, met inbegrip van het recht op omzetting in een rente voorzien in artikel 28, § 1, en over de noodzakelijke gegevens voor de uitbetaling."

Art. 14. In de Franstalige versie van artikel 27, § 3, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 22 december 2003, wordt het woord "retraite" vervangen door de woorden "mise à la retraite".

Onderafdeling 3. — Wijzigingen van titel 4 van de wet van 15 mei 2014 houdende diverse bepalingen

Art. 15. Artikel 35 van de wet van 15 mei 2014 houdende diverse bepalingen wordt aangevuld met de bepalingen onder 18° en 19°, luidende:

"18° pensionering: de effectieve ingang van het rustpensioen met betrekking tot de beroepsactiviteit die aanleiding gaf tot de opbouw van de prestaties.

19° wettelijke pensioenleeftijd: de pensioenleeftijd volgens artikel 3 van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie."

Art. 16. In artikel 39 van dezelfde wet wordt paragraaf 2 vervangen als volgt:

"§ 2. Bij de pensionering of wanneer er andere uitkeringen verschuldigd zijn, licht de pensioeninstelling of de inrichter zelf, indien deze laatste daar om vraagt, de begunstigde of zijn rechthebbenden in over de uitkeringen die verschuldigd zijn, over de mogelijke uitbetalingswijzen en over de noodzakelijke gegevens voor de uitbetaling."

Section 2. — Paiement des prestations

Sous-section 1^{re}. — Dispositions modificatives à la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, à la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale et au titre 4 de la loi du 15 mai 2014 portant des dispositions diverses

Art. 17. Dans l'article 49 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, modifié en dernier lieu par la loi du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

“§ 1^{er}. Sans préjudice des dispositions du § 2 et du droit au transfert de réserves visé à l'article 51, la prestation de pension complémentaire, les réserves acquises ou les réserves qui résultent du transfert des réserves visées à l'article 51 sont liquidées lors de la mise à la retraite de l'affilié. Les prestations sont calculées à la date de mise à la retraite de l'affilié et payées au plus tard dans les trente jours qui suivent la communication par l'affilié à l'organisme de pension des données nécessaires au paiement.

La convention de pension reste en vigueur jusqu'à la mise à la retraite.

Au plus tard nonante jours avant la mise à la retraite de l'affilié, ce dernier informe l'organisme de pension par écrit de sa mise à la retraite.

À partir du 1^{er} janvier 2017, l'obligation d'informer l'organisme de pension de la mise à la retraite de l'affilié est reprise par l'asbl Sigedis, créée suivant l'article 12 de l'arrêté royal du 12 juin 2006 portant exécution du Titre III, Chapitre II, de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations. Le Roi peut préciser le contenu et les modalités de cette information.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si la mise à la retraite est postérieure à la date où l'affilié atteint l'âge légal de la pension en vigueur ou la date à laquelle il satisfait aux conditions pour obtenir sa pension de retraite anticipée de travailleur indépendant, la prestation de pension complémentaire et les réserves visées à l'alinéa 1^{er} peuvent, à la demande de ce dernier, être liquidées à partir d'une de ces dates à condition que la convention de pension le prévoit expressément.”

2° Le paragraphe 2 est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit:

“En cas d'avances sur prestations, de mises en gage de droits de pension ou d'affectation de la valeur de rachat à la reconstitution d'un crédit hypothécaire, celles-ci ne peuvent prévoir un terme inférieur à l'âge légal de la pension.”

Art. 18. À l'article 27 de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, modifié en dernier lieu par la loi du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

“§ 1^{er}. Sans préjudice des dispositions du § 2 et du droit au transfert des réserves visé à l'article 32, la prestation de pension complémentaire, les réserves acquises, les réserves qui résultent du transfert des réserves visées à l'article 32, § 1^{er}, 1°, 2°, 3° b), ou les réserves qui résultent de l'application de l'article 33 sont liquidées lors de la mise à la retraite de l'affilié. Les prestations sont calculées à la date de mise à la retraite de l'affilié et payées au plus tard dans les trente jours qui suivent la communication par l'affilié à l'organisme de pension des données nécessaires au paiement.

L'engagement de pension reste en vigueur jusqu'à la mise à la retraite, sauf en cas d'abrogation de l'engagement de pension.

Au plus tard nonante jours avant la mise à la retraite de l'affilié, l'organisateur informe par écrit l'organisme de pension de la mise à la retraite de ce dernier.

Si l'affilié est sorti, ce dernier informe par écrit au plus tard nonante jours avant sa mise à la retraite l'organisme de pension de sa mise à la retraite.

À partir du 1^{er} janvier 2017, l'obligation d'informer l'organisme de pension de la mise à la retraite de l'affilié est reprise par l'asbl Sigedis, créée suivant l'article 12 de l'arrêté royal du 12 juin 2006 portant exécution du Titre III, Chapitre II, de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations. Le Roi peut préciser le contenu et les modalités de cette information.

Afdeling 2. — Uitbetaling van de prestaties

Onderafdeling 1. — Wijzigingsbepalingen aan de programmawet (I) van 24 december 2002, aan de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, en aan titel 4 van de wet van 15 mei 2014 houdende diverse bepalingen

Art. 17. In artikel 49 van de programmawet (I) van 24 december 2002, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 15 mei 2014, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

“§ 1. Onverminderd de bepalingen van de tweede paragraaf en het recht op overdracht van reserves bedoeld in artikel 51 worden de aanvullende pensioenprestatie, de verworven reserves of de reserves die voortvloeien uit de overdracht van de reserves zoals bedoeld in artikel 51 vereffend bij de pensionering van de aangeslotene. De prestaties worden berekend op de datum van de pensionering van de aangeslotene en uitbetaald ten laatste binnen de dertig dagen die volgen op de communicatie van de voor de uitbetaling noodzakelijke gegevens aan de pensioeninstelling door de aangeslotene.

De pensioenovereenkomst blijft van kracht tot aan de pensionering.

Ten laatste negentig dagen vóór de pensionering van de aangeslotene, licht deze laatste de pensioeninstelling schriftelijk in over zijn pensionering.

Vanaf 1 januari 2017, neemt de vzw Sigedis, opgericht overeenkomstig artikel 12 van het koninklijk besluit van 12 juni 2006 tot uitvoering van Titel III, hoofdstuk II van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact de verplichting over om de pensioeninstelling te informeren over de pensionering van de aangeslotene. De Koning kan de inhoud en de modaliteiten van deze mededeling bepalen.

In afwijking van het eerste lid, indien de pensionering later is dan de datum waarop de aangeslotene de wettelijke pensioenleeftijd van kracht bereikt of de datum waarop hij voldoet aan de voorwaarden om zijn vervroegd rustpensioen als zelfstandige te verkrijgen, mogen de aanvullende pensioenprestatie en de reserves bedoeld in het eerste lid, op verzoek van de aangeslotene, uitbetaald worden vanaf één van deze data op voorwaarde dat de pensioenovereenkomst dit uitdrukkelijk voorziet.”

2° Paragraaf 2 wordt aangevuld met een derde lid luidende:

“In geval van voorschotten op prestaties, inpandgevingen van pensioenrechten of van toewijzing van de afkoopwaarde aan de wedersamenstelling van een hypothecair krediet, kunnen deze geen termijn voorzien korter dan het bereiken van de wettelijke pensioenleeftijd.”

Art. 18. In artikel 27 van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

“§ 1. Onverminderd de bepalingen van de tweede paragraaf en het recht op overdracht van de reserves bedoeld in artikel 32 worden de aanvullende pensioenprestatie, de verworven reserves, de reserves die voortvloeien uit de overdracht van de reserves zoals bedoeld in artikel 32, § 1, 1°, 2°, 3°b), of de reserves die voortvloeien uit de toepassing van artikel 33 vereffend bij de pensionering van de aangeslotene. De prestaties worden berekend op de datum van de pensionering van de aangeslotene en uitbetaald ten laatste binnen de dertig dagen die volgen op de communicatie van de voor de uitbetaling noodzakelijke gegevens aan de pensioeninstelling door de aangeslotene.

De pensioentoezegging blijft van kracht tot aan de pensionering, tenzij ze opgeheven wordt.

Ten laatste negentig dagen vóór de pensionering van de aangeslotene, licht de inrichter de pensioeninstelling schriftelijk in over de pensionering van deze laatste.

Als de aangeslotene uitgetreden is, licht deze de pensioeninstelling ten laatste negentig dagen vóór zijn pensionering schriftelijk in over zijn pensionering.

Vanaf 1 januari 2017, neemt de vzw Sigedis, opgericht overeenkomstig artikel 12 van het koninklijk besluit van 12 juni 2006 tot uitvoering van Titel III, Hoofdstuk II, van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact, de verplichting over om de pensioeninstelling te informeren over de pensionering van de aangeslotene. De Koning kan de inhoud en de modaliteiten van deze mededeling bepalen.”

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si la mise à la retraite est postérieure à la date où l'affilié atteint l'âge légal de la pension en vigueur ou la date à laquelle il satisfait aux conditions pour obtenir sa pension de retraite anticipée de travailleur salarié, la prestation et les réserves visées à l'alinéa 1^{er} peuvent, à la demande de ce dernier, être liquidées à partir d'une de ces dates à condition que le règlement de pension ou la convention de pension le prévoit expressément."

2° le paragraphe 2 est complété par l'alinéa 3 rédigé comme suit:

"En cas d'avances sur prestations, de mises en gage de droits de pension ou d'affectation de la valeur de rachat à la reconstitution d'un crédit hypothécaire, celles-ci ne peuvent prévoir un terme inférieur à l'âge légal de la pension."

3° l'article est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit:

"§ 4. Des dispositions qui ont pour but et/ou pour conséquence de:

— Limiter ou supprimer les conséquences d'une sortie ou d'une mise à la retraite avant l'âge légal de la pension sur l'étendue de la prestation de pension complémentaire;

— D'octroyer des avantages complémentaires en raison de la sortie ou de la mise à la retraite;

Et qui de ce fait conduisent à une augmentation des réserves acquises et/ou des prestations acquises ou à tout autre avantage complémentaire en raison de la mise à la retraite ou de la sortie sont frappées de nullité absolue."

Art. 19. Dans l'article 40 de la loi du 15 mai 2014 portant des dispositions diverses, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

"§ 1^{er}. Sans préjudice des dispositions du § 2 et du droit pour le dirigeant d'entreprise de transférer ses réserves, lorsqu'il cesse d'être dirigeant d'entreprise de l'organisateur, vers un organisme de pension qui gère les réserves conformément au présent titre, la prestation de pension complémentaire et les réserves acquises sont liquidées lors de la mise à la retraite de l'affilié. Les prestations sont calculées à la date de mise à la retraite de l'affilié et payées au plus tard dans les trente jours qui suivent la communication par l'affilié à l'organisme de pension des données nécessaires au paiement.

L'engagement de pension reste en vigueur jusqu'à la mise à la retraite, sauf en cas d'abrogation de l'engagement de pension.

Au plus tard nonante jours avant la mise à la retraite de l'affilié, ce dernier informe par écrit l'organisme de pension de sa mise à la retraite.

A partir du 1^{er} janvier 2017, l'obligation d'informer l'organisme de pension de la mise à la retraite de l'affilié est reprise par l'asbl Sigedis, créée suivant l'article 12 de l'arrêté royal du 12 juin 2006 portant exécution du Titre III, Chapitre II, de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations. Le Roi peut préciser le contenu et les modalités de cette information.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si la mise à la retraite est postérieure à la date où l'affilié atteint l'âge légal de la pension en vigueur ou la date à laquelle il satisfait aux conditions pour obtenir sa pension de retraite anticipée de travailleur indépendant, la prestation et les réserves visées à l'alinéa 1^{er} peuvent, à la demande de ce dernier, être liquidées à partir d'une de ces dates à condition que le règlement de pension ou la convention de pension le prévoit expressément."

2° Le paragraphe 2 est complété par l'alinéa 3 rédigé comme suit:

"En cas d'avances sur prestations, de mises en gage de droits de pension ou d'affectation de la valeur de rachat à la reconstitution d'un crédit hypothécaire, celles-ci ne peuvent prévoir un terme inférieur à l'âge légal de la pension."

3° l'article est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit:

"§ 3. Des dispositions qui ont pour but et/ou pour conséquence de:

— Limiter ou supprimer les conséquences d'une mise à la retraite avant l'âge légal de la pension sur l'étendue de la prestation de pension complémentaire;

— Limiter ou supprimer les conséquences du fait que le dirigeant d'entreprise cesse d'être dirigeant d'entreprise de l'organisateur sur l'étendue de la prestation de pension complémentaire;

— D'octroyer des avantages complémentaires en raison de la mise à la retraite ou du fait que le dirigeant d'entreprise cesse d'être dirigeant d'entreprise de l'organisateur;

In afwijking van het eerste lid, indien de pensionering later is dan de datum waarop de aangeslotene de wettelijke pensioenleeftijd van kracht bereikt of de datum waarop hij voldoet aan de voorwaarden om zijn vervroegd rustpensioen als werknemer te verkrijgen, mogen de prestatie en de reserves bedoeld in het eerste lid, op verzoek van de aangeslotene, uitbetaald worden vanaf één van deze data op voorwaarde dat het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst dit uitdrukkelijk voorziet."

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met een derde lid luidende:

"In geval van voorschotten op prestaties, inpandgevingen van pensioenrechten of van toewijzing van de afkoopwaarde aan de wedersamenstelling van een hypothecair krediet, kunnen deze geen termijn voorzien korter dan het bereiken van de wettelijke pensioenleeftijd."

3° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende:

"§ 4. Bepalingen die als doel en/of als gevolg hebben dat zij:

— De gevolgen van een uittreding of de pensionering voor de wettelijke pensioenleeftijd op de omvang van de aanvullende pensioenprestatie opheffen of beperken;

— Bijkomende voordelen toekennen omwille van de uittreding of de pensionering;

En die aldus leiden tot een verhoging van de verworven reserves en/of verworven prestaties of tot elk ander bijkomend voordeel omwille van de pensionering of de uittreding zijn absoluut nietig."

Art. 19. In artikel 40 van de wet van 15 mei 2014 houdende diverse bepalingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

"§ 1. Onverminderd de bepalingen in § 2 en het recht van de bedrijfsleider, wanneer hij ophoudt bedrijfsleider van de inrichter te zijn, om zijn reserves over te dragen naar een pensioeninstelling die de reserves beheert overeenkomstig deze titel, worden de aanvullende pensioenprestatie en de verworven reserves vereffend bij de pensionering van de aangeslotene. De prestaties worden berekend op de datum van de pensionering van de aangeslotene en uitbetaald ten laatste binnen de dertig dagen die volgen op de communicatie van de voor de uitbetaling noodzakelijke gegevens aan de pensioeninstelling door de aangeslotene.

De pensioentoezegging blijft van kracht tot aan de pensionering, tenzij ze opgeheven wordt.

Ten laatste negentig dagen vóór de pensionering van de aangeslotene, licht deze laatste de pensioeninstelling schriftelijk in over zijn pensionering.

Vanaf 1 januari 2017, neemt de vzw Sigedis, opgericht overeenkomstig artikel 12 van het koninklijk besluit van 12 juni 2006 tot uitvoering van Titel III, Hoofdstuk II, van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact, de verplichting over om de pensioeninstelling te informeren over de pensionering van de aangeslotene. De Koning kan de inhoud en de modaliteiten van deze mededeling bepalen.

In afwijking van het eerste lid, indien de pensionering later is dan de datum waarop de aangeslotene de wettelijke pensioenleeftijd van kracht bereikt of de datum waarop hij voldoet aan de voorwaarden om zijn vervroegd rustpensioen als zelfstandige te verkrijgen, mogen de prestatie en de reserves bedoeld in het eerste lid, op verzoek van de aangeslotene, uitbetaald worden vanaf één van deze data op voorwaarde dat het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst dit uitdrukkelijk voorziet."

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met een derde lid luidende:

"In het geval van voorschotten op prestaties, inpandgevingen van pensioenrechten of van toewijzing van de afkoopwaarde aan de wedersamenstelling van een hypothecair krediet, kunnen deze geen termijn voorzien korter dan het bereiken van de wettelijke pensioenleeftijd."

3° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidende:

"§ 3. Bepalingen die als doel en/of als gevolg hebben dat zij:

— De gevolgen van de pensionering voor de wettelijke pensioenleeftijd op de omvang van de aanvullende pensioenprestatie opheffen of beperken;

— De gevolgen van het feit dat de bedrijfsleider ophoudt bedrijfsleider van de inrichter te zijn op de omvang van de aanvullende pensioenprestatie opheffen of beperken;

— Bijkomende voordelen toekennen omwille van de pensionering of het feit dat de bedrijfsleider ophoudt bedrijfsleider van de inrichter te zijn;

Et qui de ce fait conduisent à une augmentation des réserves acquises et/ou des prestations acquises ou à tout autre avantage complémentaire en raison de la mise à la retraite ou en raison du fait que le dirigeant d'entreprise cesse d'être le dirigeant d'entreprise de l'organisateur sont frappées de nullité absolue."

Sous-section 2. — Dispositions transitoires

Art. 20. Dans la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, il est inséré un article 65/1 rédigé comme suit:

"Art. 65/1. Par dérogation à l'article 49, § 1^{er}, pour les affiliés qui atteignent l'âge de 58 ans ou plus en 2016, la prestation de pension complémentaire et les réserves acquises peuvent également être liquidées à partir du moment où l'affilié atteint l'âge de 60 ans pour autant que la convention de pension telle qu'en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent article le permette.

Par dérogation à l'article 49, § 1^{er}, pour les affiliés qui atteignent l'âge de 57 ans en 2016, la prestation de pension complémentaire et les réserves acquises peuvent également être liquidées à partir du moment où l'affilié atteint l'âge de 61 ans pour autant que la convention de pension telle qu'en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent article le permette.

Par dérogation à l'article 49, § 1^{er}, pour les affiliés qui atteignent l'âge de 56 ans en 2016, la prestation de pension complémentaire et les réserves acquises peuvent également être liquidées à partir du moment où l'affilié atteint l'âge de 62 ans pour autant que la convention de pension telle qu'en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent article le permette.

Par dérogation à l'article 49, § 1^{er}, pour les affiliés qui atteignent l'âge de 55 ans en 2016, la prestation de pension complémentaire et les réserves acquises peuvent également être liquidées à partir du moment où l'affilié atteint l'âge de 63 ans pour autant que la convention de pension telle qu'en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent article le permette."

Art. 21. Dans la même loi, il est inséré un article 65/2 rédigé comme suit:

"Art. 65/2. Les dispositions de l'article 49, § 2, alinéa 3 sont applicables aux avances, mises en gage ou affectations de la valeur de rachat à la reconstitution d'un crédit hypothécaire convenues à partir du 1^{er} janvier 2016."

Art. 22. Dans la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, il est inséré un article 63/2 rédigé comme suit:

"Art. 63/2. Par dérogation à l'article 27, § 1^{er}, pour les affiliés qui atteignent l'âge de 58 ans ou plus en 2016, la prestation de pension complémentaire et les réserves acquises peuvent également être payées à partir du moment où l'affilié atteint l'âge de 60 ans pour autant que le règlement de pension ou la convention de pension tels qu'en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent article le permette.

Par dérogation à l'article 27, § 1^{er}, pour les affiliés qui atteignent l'âge de 57 ans en 2016, la prestation de pension complémentaire et les réserves acquises peuvent également être payées à partir du moment où l'affilié atteint l'âge de 61 ans pour autant que le règlement de pension ou la convention de pension tels qu'en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent article le permette.

Par dérogation à l'article 27, § 1^{er}, pour les affiliés qui atteignent l'âge de 56 ans en 2016, la prestation de pension complémentaire et les réserves acquises peuvent également être payées à partir du moment où l'affilié atteint l'âge de 62 ans pour autant que le règlement de pension ou la convention de pension tels qu'en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent article le permette.

Par dérogation à l'article 27, § 1^{er}, pour les affiliés qui atteignent l'âge de 55 ans en 2016, la prestation de pension complémentaire et les réserves acquises peuvent également être payées à partir du moment où l'affilié atteint l'âge de 63 ans pour autant que le règlement de pension ou la convention de pension tels qu'en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent article le permette."

Art. 23. Dans la même loi, il est inséré un article 63/3 rédigé comme suit:

"Art. 63/3. Par dérogation à l'article 27, § 1^{er}, pour les affiliés licenciés au plus tôt à l'âge de 55 ans en vue de la prise de cours d'un régime de chômage avec complément d'entreprise dans le cadre d'un plan de restructuration établi et communiqué au ministre régional ou fédéral de

En die aldus leiden tot een verhoging van de verworven reserves en/of verworven prestaties of tot elk ander bijkomend voordeel omwille van de pensionering of omwille van het feit dat de bedrijfsleider ophoudt bedrijfsleider van de inrichter te zijn, zijn absoluut nietig."

Onderafdeling 2. — Overgangsbepalingen

Art. 20. In de programmawet (I) van 24 december 2002, wordt een artikel 65/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 65/1. In afwijking van artikel 49, § 1, voor de aangeslotenen die de leeftijd van 58 jaar of meer in 2016 bereiken, mogen de aanvullende pensioenprestatie en de verworven reserves eveneens uitbetaald worden vanaf het ogenblik waarop de aangeslotene de leeftijd van 60 jaar bereikt voor zover de pensioenovereenkomst zoals van kracht voor de datum van inwerkingtreding van het huidige artikel het toelaat.

In afwijking van artikel 49, § 1, voor de aangeslotenen die de leeftijd van 57 jaar in 2016 bereiken, mogen de aanvullende pensioenprestatie en de verworven reserves eveneens uitbetaald worden vanaf het ogenblik waarop de aangeslotene de leeftijd van 61 jaar bereikt voor zover de pensioenovereenkomst zoals van kracht voor de datum van inwerkingtreding van het huidige artikel het toelaat.

In afwijking van artikel 49, § 1, voor de aangeslotenen die de leeftijd van 56 jaar in 2016 bereiken, mogen de aanvullende pensioenprestatie en de verworven reserves eveneens uitbetaald worden vanaf het ogenblik waarop de aangeslotene de leeftijd van 62 jaar bereikt voor zover de pensioenovereenkomst zoals van kracht voor de datum van inwerkingtreding van het huidige artikel het toelaat.

In afwijking van artikel 49, § 1, voor de aangeslotenen die de leeftijd van 55 jaar in 2016 bereiken, mogen de aanvullende pensioenprestatie en de verworven reserves eveneens uitbetaald worden vanaf het ogenblik waarop de aangeslotene de leeftijd van 63 jaar bereikt voor zover de pensioenovereenkomst zoals van kracht voor de datum van inwerkingtreding van het huidige artikel het toelaat."

Art. 21. In dezelfde wet wordt een artikel 65/2 ingevoegd, luidende:

"Art. 65/2. De bepalingen van artikel 49, § 2, derde lid, zijn van toepassing op voorschotten, inpandgevingen of toewijzingen van de afkoopwaarde aan de wedersamenstelling van een hypothecair krediet, overeengekomen vanaf 1 januari 2016."

Art. 22. In de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, wordt een artikel 63/2 ingevoegd, luidende:

"Art. 63/2. In afwijking van artikel 27, § 1, voor de aangeslotenen die de leeftijd van 58 jaar of meer in 2016 bereiken, mogen de aanvullende pensioenprestatie en de verworven reserves eveneens uitbetaald worden vanaf het ogenblik waarop de aangeslotene de leeftijd van 60 jaar bereikt voor zover het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst zoals van kracht voor de datum van inwerkingtreding van het huidige artikel het toelaat.

In afwijking van artikel 27, § 1, voor de aangeslotenen die de leeftijd van 57 jaar in 2016 bereiken, mogen de aanvullende pensioenprestatie en de verworven reserves eveneens uitbetaald worden vanaf het ogenblik waarop de aangeslotene de leeftijd van 61 jaar bereikt voor zover het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst zoals van kracht voor de datum van inwerkingtreding van het huidige artikel het toelaat.

In afwijking van artikel 27, § 1, voor de aangeslotenen die de leeftijd van 56 jaar in 2016 bereiken, mogen de aanvullende pensioenprestatie en de verworven reserves eveneens uitbetaald worden vanaf het ogenblik waarop de aangeslotene de leeftijd van 62 jaar bereikt voor zover het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst zoals van kracht voor de datum van inwerkingtreding van het huidige artikel het toelaat.

In afwijking van artikel 27, § 1, voor de aangeslotenen die de leeftijd van 55 jaar in 2016 bereiken, mogen de aanvullende pensioenprestatie en de verworven reserves eveneens uitbetaald worden vanaf het ogenblik waarop de aangeslotene de leeftijd van 63 jaar bereikt voor zover het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst zoals van kracht voor de datum van inwerkingtreding van huidig artikel het toelaat."

Art. 23. In dezelfde wet wordt een artikel 63/3 ingevoegd, luidende:

"Art. 63/3. In afwijking van artikel 27, § 1, voor de aangeslotenen ontslagen ten vroegste op de leeftijd van 55 jaar met het oog op de aanvang van een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelag in het kader van een herstructureringsplan opgemaakt en gecommuniceerd aan de regionale en federale minister van werk voor 1 oktober 2015,

l'emploi avant le 1^{er} octobre 2015, la prestation de pension complémentaire et les réserves acquises peuvent également être payées à partir du moment où l'affilié atteint l'âge de 60 ans pour autant que le règlement de pension tel qu'en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent article le permette.

Pour l'application du présent article, l'on entend par plan de restructuration le plan de restructuration visé à l'article 17, § 2, 3^o de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise d'une entreprise reconnue entreprise en difficulté ou en restructuration."

Art. 24. Dans la même loi, il est inséré un article 63/4 rédigé comme suit:

"Art. 63/4. Les dispositions de l'article 27, § 2, alinéa 3 sont applicables aux avances, mises en gage ou affectations de la valeur de rachat à la reconstitution d'un crédit hypothécaire convenues à partir du 1^{er} janvier 2016."

Art. 25. Dans la même loi, il est inséré un article 63/5 rédigé comme suit:

"Art. 63/5. L'article 27, § 4 n'est pas applicable aux affiliés qui atteignent l'âge de 55 ans au plus tard le 31 décembre 2016.

Lorsque l'engagement de pension contient des dispositions visées par l'article 27, § 4, le règlement de pension ou la convention de pension peut définir quels affiliés bénéficient de ces dispositions. Si ces dispositions permettent aux affiliés de bénéficier des prestations de pension avant l'âge de retraite sans tenir compte d'une actualisation ou en tenant compte d'une actualisation avantageuse, à défaut de dispositions en sens contraire dans le règlement de pension ou la convention de pension, l'avantage résultant de l'application de ces dispositions ne fait pas partie des prestations acquises de l'affilié telles que définies à l'article 3, § 1^{er}, 12^o.

L'entrée en vigueur de l'article 27, § 4, ne peut en aucun cas conduire à une diminution des réserves acquises qui existaient à la date de cette entrée en vigueur."

Art. 26. Dans la loi du 15 mai 2014 portant des dispositions diverses, il est inséré un article 55/1 rédigé comme suit:

"Art. 55/1. Par dérogation à l'article 40, § 1^{er}, pour les affiliés qui atteignent l'âge de 58 ans ou plus en 2016, la prestation de pension complémentaire et les réserves acquises peuvent également être payées à partir du moment où l'affilié atteint l'âge de 60 ans pour autant que le règlement de pension ou la convention de pension tels qu'en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent article le permette.

Par dérogation à l'article 40, § 1^{er}, pour les affiliés qui atteignent l'âge de 57 ans en 2016, la prestation de pension complémentaire et les réserves acquises peuvent également être payées à partir du moment où l'affilié atteint l'âge de 61 ans pour autant que le règlement de pension ou la convention de pension tels qu'en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent article le permette.

Par dérogation à l'article 40, § 1^{er}, pour les affiliés qui atteignent l'âge de 56 ans en 2016, la prestation de pension complémentaire et les réserves acquises peuvent également être payées à partir du moment où l'affilié atteint l'âge de 62 ans pour autant que le règlement de pension ou la convention de pension tels qu'en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent article le permette.

Par dérogation à l'article 40, § 1^{er}, pour les affiliés qui atteignent l'âge de 55 ans en 2016, la prestation de pension complémentaire et les réserves acquises peuvent également être payées à partir du moment où l'affilié atteint l'âge de 63 ans pour autant que le règlement de pension ou la convention de pension tels qu'en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent article le permette.

Art. 27. Dans la même loi, il est inséré un article 55/2 rédigé comme suit:

"Art. 55/2. Les dispositions de l'article 40, § 2, alinéa 3 sont applicables aux avances, mises en gage ou affectations de la valeur de rachat à la reconstitution d'un crédit hypothécaire convenues à partir du 1^{er} janvier 2016."

Art. 28. Dans la même loi, il est inséré un article 55/3 rédigé comme suit:

"Art. 55/3. L'article 40, § 3, n'est pas applicable aux affiliés qui atteignent l'âge de 55 ans au plus tard le 31 décembre 2016.

mogen de aanvullende pensioenprestatie en de verworven reserves eveneens uitbetaald worden vanaf het ogenblik waarop de aangeslotene de leeftijd van 60 jaar bereikt voor zover het pensioenreglement zoals van kracht voor de datum van inwerkingtreding van dit artikel het toelaat.

Voor de toepassing van dit artikel, wordt onder herstructureringsplan begrepen, het herstructureringsplan bedoeld in artikel 17, § 2, 3^o van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfsstoelag van een onderneming in moeilijkheden of in herstructurering."

Art. 24. In dezelfde wet wordt een artikel 63/4 ingevoegd, luidende:

"Art. 63/4. De bepalingen van artikel 27, § 2, derde lid, zijn van toepassing op voorschotten, inpandgevingen of toewijzingen van de afkoopwaarde aan de wedersamenstelling van een hypothecair krediet, overeengekomen vanaf 1 januari 2016."

Art. 25. In dezelfde wet, wordt een artikel 63/5 ingevoegd, luidende:

"Art. 63/5. Artikel 27, § 4 is niet van toepassing op de aangeslotenen die ten laatste op 31 december 2016 de leeftijd van 55 jaar bereiken.

Indien de pensioentoezegging bepalingen bevat zoals bedoeld in artikel 27, § 4, kan het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst bepalen welke aangeslotenen van deze bepalingen genieten. Indien deze bepalingen toelaten aan de aangeslotenen om te genieten van de pensioenprestaties voor de pensioenleeftijd zonder rekening te houden met een actualisering of rekening houdend met een voordelige actualisering, bij ontstentenis van andersluidende bepalingen in het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst, maakt het voordeel voortvloeiend uit de toepassing van deze bepalingen geen deel uit van de verworven prestaties van de aangeslotene zoals bepaald in artikel 3, § 1, 12^o.

De inwerkingtreding van artikel 27, § 4, kan in geen enkel geval leiden tot een vermindering van de verworven reserves die op de inwerkingtredingsdatum ervan bestonden."

Art. 26. In de wet van 15 mei 2014 houdende diverse bepalingen, wordt een artikel 55/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 55/1. In afwijking van artikel 40, § 1, voor de aangeslotenen die de leeftijd van 58 jaar of meer in 2016 bereiken, mogen de aanvullende pensioenprestatie en de verworven reserves eveneens uitbetaald worden vanaf het ogenblik waarop de aangeslotene de leeftijd van 60 jaar bereikt voor zover het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst zoals van kracht voor de datum van inwerkingtreding van het huidige artikel het toelaat.

In afwijking van artikel 40, § 1, voor de aangeslotenen die de leeftijd van 57 jaar in 2016 bereiken, mogen de aanvullende pensioenprestatie en de verworven reserves eveneens uitbetaald worden vanaf het ogenblik waarop de aangeslotene de leeftijd van 61 jaar bereikt voor zover het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst zoals van kracht voor de datum van inwerkingtreding van het huidige artikel het toelaat.

In afwijking van artikel 40, § 1, voor de aangeslotenen die de leeftijd van 56 jaar in 2016 bereiken, mogen de aanvullende pensioenprestatie en de verworven reserves eveneens uitbetaald worden vanaf het ogenblik waarop de aangeslotene de leeftijd van 62 jaar bereikt voor zover het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst zoals van kracht voor de datum van inwerkingtreding van het huidige artikel het toelaat.

In afwijking van artikel 40, § 1, voor de aangeslotenen die de leeftijd van 55 jaar in 2016 bereiken, mogen de aanvullende pensioenprestatie en de verworven reserves eveneens uitbetaald worden vanaf het ogenblik waarop de aangeslotene de leeftijd van 63 jaar bereikt voor zover het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst zoals van kracht voor de datum van inwerkingtreding van het huidige artikel het toelaat.

Art. 27. In dezelfde wet wordt een artikel 55/2 ingevoegd, luidende:

"Art. 55/2. De bepalingen van artikel 40, § 2, derde lid, zijn van toepassing op voorschotten, inpandgevingen of toewijzingen van de afkoopwaarde aan de wedersamenstelling van een hypothecair krediet, overeengekomen vanaf 1 januari 2016."

Art. 28. In dezelfde wet, wordt een artikel 55/3 ingevoegd, luidende:

"Art. 55/3. Artikel 40, § 3, is niet van toepassing op de aangeslotenen die ten laatste op 31 december 2016 de leeftijd van 55 jaar bereiken.

L'entrée en vigueur du présent paragraphe, ne peut en aucun cas conduire à une diminution des réserves acquises qui existaient à la date de cette entrée en vigueur."

Section 3. — Activité exercée par un pensionné

Sous-section 1^{re}. — Disposition modificative

Art. 29. À l'article 13 de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, modifié en dernier lieu par la loi du 15 mai 2014, est inséré après l'actuel alinéa 3 et avant l'actuel alinéa 4 qui devient l'alinéa 5, un alinéa 4, rédigé comme suit:

"Ne bénéficie toutefois pas de l'engagement de pension ni de l'engagement de solidarité lié à l'engagement de pension, le travailleur pensionné, qui exerce une activité professionnelle."

Sous-section 2. — Disposition transitoire

Art. 30. Dans la même loi, il est inséré un article 63/6 rédigé comme suit:

"Art. 63/6. L'article 13, alinéa 4 n'est pas applicable aux personnes pensionnées qui, au moment de l'entrée en vigueur dudit alinéa, sont affiliées à l'engagement de pension ainsi que, le cas échéant, à l'engagement de solidarité en vertu des dispositions du règlement de pension ou de la convention de pension."

Art. 31. Dans la loi du 15 mai 2014 portant des dispositions diverses, il est inséré un article 55/4 rédigé comme suit:

"Art. 55/4. Les personnes pensionnées qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent article, bénéficient d'un engagement de pension régi par la présente loi continuent à se constituer des droits aussi longtemps qu'elles sont dirigeant d'entreprise de l'organisateur et dans la mesure où le règlement de pension ou la convention de pension le prévoit."

CHAPITRE 2. — Age de retraite

Section 1^{re}. — Modifications de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002

Sous-section 1^{re}. — Disposition modificative

Art. 32. Dans l'article 44, § 1^{er}, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, modifié en dernier lieu par la loi du 15 mai 2014, est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit:

"Pour les conventions de pension souscrites à partir de la date d'entrée en vigueur du présent alinéa, l'âge de retraite prévu par la convention de pension ne peut être inférieur à l'âge légal de la pension en vigueur au moment de la souscription."

Sous-section 2. — Disposition transitoire

Art. 33. Dans la même loi, il est inséré un article 65/3 rédigé comme suit:

"Art. 65/3. En cas de modification de l'âge de retraite prévu par une convention de pension existant à la date d'entrée en vigueur du présent article, l'âge de retraite ne peut être inférieur à l'âge légal de la pension en vigueur au moment de la modification."

Section 2. — Modifications de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale

Sous-section 1^{re}. — Disposition modificative

Art. 34. Dans l'article 5, § 2/2 de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, inséré par la loi du 15 mai 2014, est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit:

"Pour les engagements de pension instaurés à partir de la date d'entrée en vigueur du présent alinéa, l'âge de retraite prévu par le règlement de pension ou la convention de pension ne peut être inférieur à l'âge légal de la pension en vigueur au moment de l'instauration."

Sous-section 2. — Disposition transitoire

Art. 35. Dans la même loi, il est inséré un article 63/7 rédigé comme suit:

"Art. 63/7. En cas de modification de l'âge de retraite prévu par le règlement de pension ou la convention de pension d'un engagement de pension existant à la date d'entrée en vigueur du présent article, l'âge de retraite ne peut être inférieur à l'âge légal de la pension en vigueur au moment de la modification."

De inwerkingtreding van deze paragraaf kan in geen enkel geval leiden tot een vermindering van de verworven reserves die op de inwerkingtredingsdatum ervan bestonden."

Afdeling 3. — Activiteit uitgeoefend door een gepensioneerde

Onderafdeling 1. — Wijzigingsbepaling

Art. 29. In artikel 13 van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 15 mei 2014, wordt, na het huidige derde lid en voor het huidige vierde lid dat het vijfde lid wordt, een vierde lid ingevoegd, luidende:

"De werknemer die gepensioneerd is, een beroepsactiviteit uitoefent, geniet niet van de pensioentoezegging noch van de solidariteitstoezegging verbonden aan de pensioentoezegging."

Onderafdeling 2. — Overgangsbepaling

Art. 30. In dezelfde wet wordt een artikel 63/6 ingevoegd, luidende:

"Art. 63/6. Artikel 13, vierde lid is niet van toepassing op gepensioneerde personen die bij de inwerkingtreding van voorgenoemd lid krachtens de bepalingen van het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst aangesloten zijn bij een pensioentoezegging alsook in voorkomend geval bij de solidariteitstoezegging."

Art. 31. In de wet van 15 mei 2014 houdende diverse bepalingen wordt een artikel 55/4 ingevoegd, luidende:

"Art. 55/4. De gepensioneerde personen die op het moment van de inwerkingtreding van dit artikel genieten van een pensioentoezegging die door deze wet wordt geregeld, blijven rechten opbouwen zolang zij bedrijfsleider van de inrichter zijn en in de mate waarin het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst het bepaalt."

HOOFDSTUK 2. — Pensioenleeftijd

Afdeling 1. — Wijzigingen van de programmawet (I) van 24 december 2002

Onderafdeling 1. — Wijzigingsbepaling

Art. 32. In artikel 44, § 1, van de programmawet (I) van 24 december 2002, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 15 mei 2014, wordt een derde lid ingevoegd, luidende:

"Voor de pensioenovereenkomsten afgesloten vanaf de datum van inwerkingtreding van dit lid, kan de door de pensioenovereenkomst voorziene pensioenleeftijd niet lager zijn dan de op het ogenblik van de afsluiting in voege zijnde wettelijke pensioenleeftijd."

Onderafdeling 2. — Overgangsbepaling

Art. 33. In dezelfde wet wordt een artikel 65/3 ingevoegd, luidende:

"Art. 65/3. Bij wijziging van de pensioenleeftijd voorzien in een bij de inwerkingtreding van het huidige artikel bestaande pensioenovereenkomst, mag de pensioenleeftijd niet lager zijn dan de op het ogenblik van de wijziging in voege zijnde wettelijke pensioenleeftijd."

Afdeling 2. — Wijzigingen van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid

Onderafdeling 1. — Wijzigingsbepaling

Art. 34. In artikel 5, § 2/2 van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, ingevoegd bij de wet van 15 mei 2014, wordt een lid 2 ingevoegd, luidende:

"Voor pensioentoezeggingen ingevoerd vanaf de inwerkingtreding van dit lid kan de pensioenleeftijd bepaald in het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst niet lager zijn dan de op het ogenblik van de invoering in voege zijnde wettelijke pensioenleeftijd."

Onderafdeling 2. — Overgangsbepaling

Art. 35. In dezelfde wet wordt een artikel 63/7 ingevoegd, luidende:

"Art. 63/7. Bij wijziging van de pensioenleeftijd voorzien in het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst van een bij de inwerkingtreding van het huidige artikel bestaande pensioentoezegging, mag de pensioenleeftijd niet lager zijn dan de op het ogenblik van de wijziging in voege zijnde wettelijke pensioenleeftijd."

Art. 36. Dans la même loi, il est inséré un article 63/8 rédigé comme suit:

“Art. 63/8. Pour les régimes de pension existant à la date d’entrée en vigueur du présent article, l’âge de retraite du règlement de pension ne peut être inférieur à l’âge légal de la pension en vigueur pour les travailleurs qui entrent en service à partir du 1^{er} janvier 2019.”

*Section 3. — Modification du titre 4
de la loi du 15 mai 2014 portant des dispositions diverses*

Sous-section 1^{re}. — Disposition modificative

Art. 37. Dans l’article 36, § 2 de la loi du 15 mai 2014 portant des dispositions diverses, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit:

“Pour les engagements de pension instaurés à partir de la date d’entrée en vigueur du présent alinéa, l’âge de retraite prévu par le règlement de pension ou la convention de pension ne peut être inférieur à l’âge légal de la pension en vigueur.”

Sous-section 2. — Disposition transitoire

Art. 38. Dans la même loi, il est inséré un article 55/5 rédigé comme suit:

“Art. 55/5. En cas de modification de l’âge de retraite prévu par le règlement de pension ou la convention de pension d’un engagement de pension existant à la date d’entrée en vigueur du présent article, l’âge de retraite ne peut être inférieur à l’âge légal de la pension en vigueur au moment de la modification.”

Art. 39. Dans la même loi, il est inséré un article 55/6 rédigé comme suit:

“Art. 55/6. Pour les régimes de pension existant à la date d’entrée en vigueur du présent article, l’âge de retraite du règlement de pension ne peut être inférieur à l’âge légal de la pension en vigueur pour le dirigeant d’entreprise dont l’affiliation débute à partir du 1^{er} janvier 2019.”

TITRE 4. — Disposition commune aux titres 2 et 3

Art. 40. L’adaptation formelle aux dispositions des titres 2 et 3 des règlements de pension et conventions de pension interviendra au plus tard le 31 décembre 2018.

TITRE 5. — Entrée en vigueur

Art. 41. Les dispositions du titre 2, chapitre 2 s’appliquent aux sorties au sens de l’article 3, § 1^{er}, 11^o de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale qui interviennent au plus tôt à partir du 1^{er} janvier 2016.

Art. 42. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016 à l’exception de l’article 2, 4^o qui entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge* en ce qui concerne l’obligation pour la FSMA de procéder à la publication du taux applicable à partir du 1^{er} janvier 2016 au plus tard le 31 décembre 2015.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu’elle soit revêtue du sceau de l’Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 décembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
D. BACQUELAINE

Le Ministre des Indépendants,
W. BORSUS

Scellé du sceau de l’Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents : 0090 – 54-1510

Compte rendu intégral : 17 décembre 2015.

Art. 36. In dezelfde wet wordt een artikel 63/8 ingevoegd, luidende:

“Art. 63/8. Voor de bij de inwerkingtreding van het huidige artikel bestaande pensioenstelsels, kan de pensioenleeftijd van het pensioenreglement niet lager zijn dan de in voege zijnde wettelijke pensioenleeftijd voor de werknemers die in dienst treden vanaf 1 januari 2019.”

*Afdeling 3. — Wijziging van titel 4
van de wet van 15 mei 2014 houdende diverse bepalingen*

Onderafdeling 1. — Wijzigingsbepaling

Art. 37. In artikel 36, § 2 van de wet van 15 mei 2014 houdende diverse bepalingen wordt een tweede lid ingevoegd, luidende:

“Voor de pensioentoezeggingen ingevoerd vanaf de inwerkingtreding van dit lid, kan de door het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst voorziene pensioenleeftijd niet lager zijn dan de op het ogenblik van de invoering in voege zijnde wettelijke pensioenleeftijd.”

Onderafdeling 2. — Overgangsbepaling

Art. 38. In dezelfde wet wordt een artikel 55/5 ingevoegd, luidende:

“Art. 55/5. Bij wijziging van de pensioenleeftijd voorzien in het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst van een bij de inwerkingtreding van het huidige artikel, bestaande pensioentoezegging, mag de pensioenleeftijd niet lager zijn dan de op het ogenblik van de wijziging in voege zijnde wettelijke pensioenleeftijd.”

Art. 39. In dezelfde wet wordt een artikel 55/6 ingevoegd, luidende:

“Art. 55/6. Voor de bij de inwerkingtreding van het huidige artikel bestaande pensioenstelsels, kan de pensioenleeftijd van het pensioenreglement niet lager zijn dan de in voege zijnde wettelijke pensioenleeftijd voor de bedrijfsleider waarvan de aansluiting aanvangt vanaf 1 januari 2019.”

TITEL 4. — Bepaling gemeenschappelijk aan de titels 2 en 3

Art. 40. De formele aanpassing van de pensioenreglementen en de pensioenovereenkomsten aan de bepalingen van titels 2 en 3 vindt uiterlijk tegen 31 december 2018 plaats.

TITEL 5. — Inwerkingtreding

Art. 41. De bepalingen van titel 2, hoofdstuk 2, zijn van toepassing op uittredingen in de zin van artikel 3, § 1, 11^o van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid die ten vroegste plaatsvinden vanaf 1 januari 2016.

Art. 42. Deze wet treedt in werking op 1 januari 2016 met uitzondering van artikel 2 4^o dat in werking treedt op de dag van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad* voor wat betreft de verplichting voor de FSMA om ten laatste op 31 december 2015 over te gaan tot de publicatie van de vanaf 1 januari 2016 van toepassing zijnde rentevoet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met ’s Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 18 december 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,
D. BACQUELAINE

De Minister van Zelfstandigen,
W. BORSUS

Met ’s Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken : 0090 – 54-1510

Integraal verslag : 17 december 2015.